

Le sénateur Grosart: Y a-t-il des centres reconnus aux États-Unis dont on peut dire: «Voici une université qui est l'endroit tout indiqué pour poursuivre des études ou des recherches sur les transports»?

M. Peel: Oui, il y a des centres reconnus, mais étonnamment peu. J'oserais dire qu'il y a cinq ou six de ces centres aux États-Unis.

Le sénateur Grosart: Les transports constituent un plus grave problème au Canada en fonction de notre productivité que dans le cas des États-Unis et, cependant, nous n'avons pas un centre hautement qualifié. La chose me surprend.

Le sénateur Cameron: Je dirais qu'une des personnes les mieux informées au Canada dans le domaine de l'économie des transports est M. Hue Harries qui est maintenant député. Il a exécuté plusieurs études pour le gouvernement de l'Alberta, non seulement sur le transport par rail, mais aussi sur le transport par autobus et par pipe-lines.

Le sénateur Grosart: Nous avons des hommes comme Lorne MacDougall de Queen's. Je suis surpris qu'un centre d'excellence n'ait pas grandi autour d'hommes comme lui. Il a été un expert des transports toute sa vie.

Le président: Demandez-le lui.

Le sénateur Bourget: Qu'en est-il du MIT? Il me semble que le MIT reçoit des subventions de quelque 90 millions de dollars du ministère du Commerce des États-Unis et qu'on y exécute de nombreuses études.

M. Peel: Il y a un bon nombre de centres aux États-Unis, comme l'école des transports, à la Northwestern.

Le président: Nous pourrions remettre cette discussion à cet après-midi, ou mieux, à demain, au sujet des possibilités d'enseignement qui existent dans le domaine des transports.

Le sénateur Grosart: J'ai une autre question qui découle de l'intéressante discussion au bas de la page 31. Le thème général, je dirais, est le problème de l'apport de la science à la politique scientifique nationale. À la page 31, il est recommandé que la politique scientifique vise à une plus grande participation des scientifiques à l'établissement des objectifs nationaux. À la page 33, il est déclaré qu'une agence du gouvernement fédéral devrait être chargée de prédire la tendance générale de la demande à l'égard de la collectivité scientifique du Canada. Est-il donné à entendre que cette agence du gouvernement fédéral devrait être un ministère coiffé d'un ministre?

M. McIntyre: Non, monsieur. Je peux vous le dire puisque c'est notre proposition. En l'absence de directives, nous ne les avons pas à ce moment-là, nous suivions notre propre mandat et cherchions à faire des observations utiles.

Le président: Quand avez-vous reçu les directives?

M. McIntyre: Vendredi dernier, monsieur.

Le président: Seulement vendredi?

M. McIntyre: Oui, je m'excuse, mais il y a sans doute eu un problème au ministère. Je suppose que le problème était que nous étions à Toronto. De toute façon, nous ne les avons pas reçues.

Le président: Elles ont été distribuées en août.

M. McIntyre: Je m'en rends compte.

Le président: C'est un manque de communication.

M. McIntyre: J'en suis peiné. Nous ne sommes pas à la hauteur ici. Pour revenir à la question, l'intention n'était pas de préciser ce que cette agence devrait être, mais simplement de dire que quelque chose comme cela pourrait aider, peu importe l'organisme qui pourrait donner satisfaction.

Le sénateur Grosart: La discussion que ces pages ont soulevée m'a beaucoup intéressé. C'est une des meilleures que nous ayons eues, me semble-t-il. Il est alors proposé de relier les ressources pour les recherches au produit national brut. Le Conseil des sciences nous a averti de ne pas nous méprendre en reliant le produit national brut aux dépenses pour les sciences. Il semble y avoir contradiction et je me rallie à la deuxième hypothèse. Avez-vous d'autres observations? Cela découle de mes premières remarques sur l'importance de savoir exactement ce qu'on dépense pour la recherche et le développement, et son rapport au produit national brut ou à tout autre chiffre global dans le tableau budgétaire du Canada.

M. McIntyre: Cette déclaration signifie qu'une certaine partie du produit national devrait retourner à la recherche de façon à ne pas épuiser complètement les ressources, mais plutôt à les utiliser pour bâtir l'avenir. Je ne saurais dire si l'indice du PNB est le bon, mais il devrait être en fonction de l'économie et de la productivité du pays, d'après le principe que plus votre productivité est élevée plus vous êtes en